

Rosneft, Gazprom et l'État : qui décide de la politique énergétique russe ?



Pavel Baev

Mars 2014

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

**Centre Russie/NEI,
© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2014
ISBN : 978-2-36567-216-0**

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles
RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– D. Tolksdorf, *UE, Russie et Partenariat oriental : quelles dynamiques sous le nouveau gouvernement allemand ?* « Russie.Nei.Visions » n°74 / « Note du Cerfa » n° 109, février 2014.

– A. Panibratov, *L'influence de l'État sur l'expansion des multinationales russes : atout ou handicap ?* « Russie.Nei.Visions », n°73, décembre 2013.

– C. Pajon, *Japon-Russie : vers un rapprochement stratégique ?*, « Russie.Nei.Visions », n°72, septembre 2013.

Auteur

Pavel Baev est professeur et chercheur à l'Institut de recherche sur la paix (PRIO, Oslo) et chercheur associé à la Brookings Institution (Washington DC), ainsi qu'à l'Institut français des relations internationales (Ifri, Paris). Diplômé en 1979 en géographie politique à l'Université d'État de Moscou (MGU), il a travaillé dans un institut de recherche placé sous la tutelle du ministère de la Défense de l'URSS. En 1988, il a soutenu une thèse en relations internationales à l'Institut des États-Unis et du Canada à l'Académie des sciences de Russie, et a travaillé à l'Institut de l'Europe à Moscou avant de rejoindre le PRIO en 1992. De 1995 à 2001, il a été rédacteur en chef de *Security Dialogue*, la revue trimestrielle du PRIO, et membre du conseil d'administration de ce même Institut de 1998 à 2004.

Ses sujets de recherche portent sur l'énergie et la sécurité dans les relations entre la Russie et l'Europe, la politique énergétique de la Russie et la politique russe dans l'Arctique, la réforme de l'armée russe et la gestion postsoviétique des conflits dans le Caucase et la Caspienne. Il rédige une rubrique hebdomadaire dans l'*Eurasia Daily Monitor* de la Fondation Jamestown.

Parmi ses récentes publications, figurent :

- « Russia's Arctic Ambitions and Anxieties », *Current History*, octobre 2013, p. 265-271 ;
- « Russia Gambles on Resource Scarcity », in B. Jones & D. Steven (dir.), *Energy, Food, and New Geopolitical Thinking of Resource Competition*, Washington DC, Brookings Inst. (publication à venir en 2014).

Executive Summary

Les mutations rapides que traverse actuellement le secteur de l'énergie exposent la Russie à de nombreux risques. Le pays ne parvient pas à valoriser ses atouts, alors qu'il possède une combinaison unique de ressources naturelles et d'expérience en matière de leur exploitation. Les performances insuffisantes du secteur énergétique sont l'une des principales raisons de la stagnation de l'économie russe. Les exportations d'énergie ne représentent plus un instrument décisif de la politique étrangère de Moscou, et les querelles autour des revenus, en baisse constante, générés par les hydrocarbures alimentent la crise du régime édifié par le président Vladimir Poutine. Les problèmes exponentiels qui affectent le secteur énergétique sont dus au système de prise de décision dans les domaines du gaz et du pétrole, où Poutine joue un rôle d'arbitre suprême entre le gouvernement et deux corporations d'État : Gazprom et Rosneft.

Afin d'enrayer le déclin des recettes budgétaires, le gouvernement s'est donné pour priorité d'améliorer le recouvrement des profits dégagés par le secteur énergétique et de le taxer plus lourdement. Voyant leurs intérêts menacés, les oligarques du secteur demandent à V. Poutine des avantages fiscaux, qu'il rechigne à accorder au vu de la nécessité de poursuivre une politique sociale volontariste. L'accumulation d'obstacles rend Poutine irritable et moins engagé dans les affaires énergétiques que par le passé.

L'inefficacité bien connue de Gazprom dans son secteur d'activité principal, le gaz, encourage ses concurrents à tenter de gagner des parts toujours plus importantes du marché intérieur et à remettre en cause son monopole sur les exportations. Pour l'heure, Poutine refuse d'envisager des réformes qui conduiraient à la désagrégation de ce conglomérat, mais ne souhaite pas porter la responsabilité politique de cette inaction.

Sous le contrôle d'Igor Setchine, Rosneft est devenu le champion de l'industrie pétrolière russe. La compagnie a effectué plusieurs acquisitions et signé une série d'accords avec les majors occidentales. La bienveillance de Poutine est la clé du succès de cette stratégie commerciale agressive, si bien que Rosneft prendra probablement à Gazprom, dans un futur proche, des parts du marché gazier ; mais cela ne fera qu'alimenter la croissance excessive de la super-corporation de Setchine et affaiblir encore davantage les efforts du gouvernement visant à exercer ne serait-ce qu'une once de contrôle sur le secteur énergétique. Les intérêts particuliers,

l'opportunisme politique et la corruption continueront d'empêcher la Russie de mettre en œuvre la modernisation de son secteur énergétique.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LE GOUVERNEMENT MET LA PRESSION SUR LES MAGNATS DE L'ÉNERGIE	8
GAZPROM CONDUIT L'INDUSTRIE GAZIÈRE À LA CRISE	11
ROSNEFT : VERS UN NOUVEAU GAZPROM ?	14
COUPS DE POIGNARD AMICAUX SUR UNE PENTE GLISSANTE	17
CONCLUSION.....	20

Introduction

Si la politique énergétique de la Russie n'a jamais été un processus linéaire et cohérent fondé sur l'analyse rigoureuse des réalités, elle est aujourd'hui plongée dans une confusion plus grande encore qu'au pire moment de la crise économique, début 2009. Les paramètres clés du secteur de l'énergie, à commencer par le volume de production de pétrole et de gaz naturel, sont en légère hausse ; la quantité de réserves exploitables est plutôt satisfaisante ; et les prix mondiaux du pétrole sont restés remarquablement stables au cours des trois dernières années. Cependant, au lieu de poursuivre d'une manière ferme des objectifs clairs, les industries énergétiques russes semblent désorientées et ne parviennent pas à se doter de lignes directrices nettes. Les marchés mondiaux de l'énergie traversent actuellement une époque de changements révolutionnaires qui ouvrent d'immenses fenêtres d'opportunité ; la Russie, forte de ses ressources naturelles exceptionnelles et de sa vaste expérience en matière d'exploitation, est *a priori* en position de force pour profiter pleinement de l'expansion de la demande. Et pourtant, elle est pénalisée par son approche obsolète de l'exploitation des richesses naturelles et s'obstine à refuser de procéder à une modernisation impérieuse.

Cet attachement auto-pénalisant au modèle de fonctionnement traditionnel ne signifie pas que les autorités russes soient satisfaites de l'état actuel du complexe énergétique ; au contraire, la baisse des recettes des exportations et la dépendance toujours plus grande du budget de l'État envers les revenus générés par le pétrole et le gaz engendrent des préoccupations croissantes¹. L'incapacité à s'adapter à la révolution que traverse en ce moment le monde de l'énergie est due avant tout au caractère byzantin de la prise de décision au sein de la cour de Vladimir Poutine, où des clans d'amis très proches du président se déchirent pour s'approprier la plus grande part possible des ressources « pillables », sans se préoccuper de la justification économique des « méga-projets » ou du rapport coût-efficacité des investissements. Le président Poutine a longtemps affiché un vif intérêt pour les questions énergétiques. Dans le courant de la dernière décennie, il a souvent impressionné ses homologues étrangers par sa connaissance des détails techniques, en particulier dans le secteur gazier. Cependant, depuis le début de son troisième mandat présidentiel, il s'est montré de plus en plus indifférent envers les

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ Pour une analyse approfondie des tendances actuelles dans le secteur énergétique russe, voir : Th. Gustafson, « Putin's Petroleum Problem », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2012.

évolutions « non conventionnelles » du marché de l'énergie, bien trop rapides à son goût, et n'a pas caché l'irritation que suscitaient chez lui les vicissitudes de Gazprom sur le crucial marché européen. Ses affidés et lieutenants profitent de ce désengagement pour promouvoir leurs intérêts particuliers, sans tenir compte des efforts désespérés du gouvernement de Dmitri Medvedev visant à mettre en œuvre une politique stimulatrice de croissance.

Les exportations d'énergie ne peuvent plus être employées comme un instrument incontournable, voire une arme, de la politique étrangère de Moscou ; elles demeurent néanmoins un élément absolument essentiel de l'économie russe, à laquelle elles évitent de plonger dans une crise profonde². La combinaison d'un niveau d'investissement chroniquement bas et d'une fuite de capitaux élevée a provoqué un ralentissement économique qui, depuis la mi-2013, s'apparente à une stagnation – avec toutes les conséquences prévisibles en termes de hausse du chômage et de contraction des dépenses budgétaires que cela implique³. Le Kremlin devrait sérieusement s'inquiéter du risque de voir les crises économique et politique s'alimenter mutuellement. La série de manifestations à Moscou dans la première moitié de 2012 s'est produite dans un contexte économique relativement sain, tandis que l'arrivée de la stagnation, mi-2013, s'est accompagnée d'une accalmie du mouvement de contestation. Mais, en 2014, le mécontentement économique pourrait croître au moment même où éclatera une nouvelle vague de protestations politiques, ces deux phénomènes se renforçant l'un l'autre. Dans une situation aussi tendue, une baisse, même légère, des prix du pétrole pourrait avoir des effets profonds et ébranler le contrôle que le régime exerce aussi bien sur une économie volatile que sur une scène politique moins stable.

Cet article ne prétend pas analyser la totalité des controverses et des conflits qui troublent actuellement le complexe énergétique ; il vise à examiner le processus de prise de décision en matière de pétrole et de gaz, un domaine où Vladimir Poutine joue un rôle d'arbitre suprême au cœur du triangle flexible que constituent le gouvernement et deux gigantesques compagnies d'État : Gazprom et Rosneft.

² Voir les arguments de l'auteur dans : P. Baev, « How Russian Energy "Weapon" Turned into an Oil Pillow and Gas Rattle », *PONARS Eurasia Memo* 294, septembre 2013, <www.ponarseurasia.org/memo/how-russia%E2%80%99s-energy-weapon-turned-oil-pillow-and-gas-rattle>.

³ Medvedev a dû reconnaître la détérioration de la situation économique, mais ses promesses de retourner cette tendance en prenant des « décisions radicales » sont tout sauf convaincantes. Voir : D. Medvedev, « Vremâ prostyh rešenij prošlo » [Le temps des solutions simples est révolu], *Vedomosti*, 27 septembre 2013, <www.vedomosti.ru/opinion/news/16830781/vremya-prostyh-reshenij-proshlo>.

Le gouvernement met la pression sur les magnats de l'énergie

C'est une constante de la vie politique russe : le président Poutine exige d'exercer un contrôle personnel non seulement sur les orientations stratégiques mais aussi sur des questions mineures relatives au complexe énergétique, qu'il gère par le biais d'un petit groupe de collaborateurs de confiance. La principale structure administrative chargée de mettre en œuvre ce contrôle est la *Commission sur la stratégie de développement du complexe énergétique et de la sécurité écologique*, formée mi-2012 et qui s'est réunie à quatre reprises depuis sa création⁴. Les prérogatives de cette instance sont nettement supérieures à celles de la *Commission gouvernementale sur les questions relatives au complexe énergétique, la régénération des ressources minérales et l'amélioration de l'efficacité énergétique* présidée par le vice-premier ministre Arkadi Dvorkovitch⁵. Cependant, la gestion réelle du complexe énergétique et la préparation des décisions clés incombent principalement au gouvernement – qui manque peut-être de personnalités de très haut niveau comparables à l'ex-ministre des Finances Alexeï Koudrine ou à l'ex-ministre des Ressources naturelles Sergueï Chmatko, mais parvient à coordonner les activités de plusieurs instances bureaucratiques puissantes comme le ministère de l'Énergie (dirigé par le jeune Alexandre Novak) et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (qui a à sa tête un responsable à peine plus expérimenté, Sergueï Donskoï).

Dvorkovitch peut au premier abord passer pour un poids plume politique incapable de se confronter à des vétérans du business énergétique, mais il s'agit en réalité d'un tacticien habile doté d'une compréhension très fine tant des intrigues de palais que des tendances mondiales du marché. Il sait parfaitement que la préoccupation dominante du gouvernement est d'assurer une augmentation des recettes budgétaires (ou, au moins, de limiter leur baisse autant que possible), et cherche à exploiter cette obsession pour renforcer son contrôle sur les indociles magnats des hydrocarbures. À cet égard, il a été à l'initiative de la légère réduction des taxes sur l'exportation des hydrocarbures et de la hausse, plus significative, des impôts sur la production des ressources

⁴ Les activités de la Commission, y compris toutes les contributions de Poutine à ses procédures, sont présentées sur son site web : <http://state.kremlin.ru/commission/29/news>.

⁵ Le site web de cette Commission est peu informatif : <http://government.ru/department/143/>.

énergétiques, ce qui pourrait aboutir à une augmentation globale des recettes de l'État mais opposait les intérêts des exportateurs à ceux des compagnies travaillant sur le marché intérieur⁶. Le gouvernement est au cœur des batailles livrées autour de la douloureuse question de l'augmentation ou du gel des tarifs régulés de l'électricité et du gaz, mais sa priorité absolue consiste à récupérer la plus grande part possible des profits du secteur de l'énergie et de le taxer plus lourdement, ce qui va indiscutablement à l'encontre des intérêts fondamentaux des compagnies et constitue un dilemme pour Poutine, qui comprend la nécessité de maximiser les recettes budgétaires, mais hésite à prendre des mesures qui réduiraient les revenus de ses amis proches.

L'un des paradoxes de la gestion du complexe énergétique russe est le fait que les gigantesques corporations publiques comme Gazprom et Rosneft poursuivent leurs intérêts propres, hors de tout contrôle gouvernemental, et vont même jusqu'à s'opposer au transfert d'une partie de leurs dividendes au budget de l'État⁷. Les représentants du gouvernement siégeant dans leurs conseils d'administration respectifs (les ministres et les vice-ministres ne peuvent plus remplir ce rôle) se montrent incapables de peser sur les décisions prises, lesquelles contredisent parfois les directives officielles. Afin de corriger cette situation pour le moins étrange, Medvedev et son expérimenté ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaev ont fait de la privatisation des compagnies publiques l'une de leurs priorités. La privatisation, prédisaient-ils, allait rapporter des recettes considérables à l'État et significativement améliorer le climat d'investissement. Toutefois, ces plans ont été repoussés par la résistance déterminée des compagnies concernées. Si Rosneft et Gazprom ont été au premier rang de la contestation, elles ont été fermement soutenues par la Sberbank, les Chemins de fer russes et les géants de l'industrie de défense comme la Corporation unie de construction navale, si bien qu'en 2013, le programme de privatisation s'est retrouvé totalement bloqué⁸.

L'échec le plus évident de la politique du gouvernement est son incapacité à stimuler les investissements dans le développement de nouvelles ressources et de nouvelles technologies, de sorte que l'impôt est devenu un lourd fardeau sans contrepartie. Les compagnies privées comme publiques sont de fait découragées d'explorer de nouveaux gisements en Sibérie orientale, car de grandes incertitudes pèsent sur les allègements fiscaux dont elles pourraient bénéficier. L'inflexibilité affichée par l'État sur le dossier fiscal a également été

⁶ Pour une critique compétente de cette initiative, voir S. Aleksašenko, « Dolgosročnyj prosčët » [Erreur de calcul à long terme], <*Gazeta.ru*>, 18 septembre 2013, <www.gazeta.ru/comments/2013/09/18_x_5657253.shtml>.

⁷ Sur les efforts désespérés d'A. Dvorkovitch visant à forcer la holding Rosneftegaz à reverser au budget les profits accumulés, voir M. Tovkajlo, E. Sobol', *et al.*, « Sečin otdast počti vsë » [Setchine va presque tout rendre], *Vedomosti*, 15 juillet 2013, <www.vedomosti.ru/companies/news/14166891/sechina-lishayut-pribyli>.

⁸ Voir S. Kulikov, « Plan po privatizacii vypolnen liš na 4 procenta » [Le plan de privatisation n'est rempli qu'à 4 %], *Nezavisimaya gazeta*, 13 septembre 2013, <www.ng.ru/economics/2013-09-13/1_plan.html>.

l'une des principales raisons de l'abandon, mi-2013, du projet offshore pionnier Shtokman, où Statoil et Total étaient des partenaires clés de Gazprom⁹. La volonté de maximiser les recettes budgétaires à court terme l'emporte sur l'objectif à long terme qui consiste à moderniser la principale source de la puissance économique de la Russie.

⁹ À l'été 2013, Gazprom a abandonné l'idée de relancer le projet Shtokman, laissant cela aux « prochaines générations ». Voir : V. Milov, « Brosat' razrabotku Štokmana nel'zâ » [On ne doit pas abandonner Shtokman], *Forbes.ru*, 31 août 2012, <www.forbes.ru/sobytiya-column/kompanii/108894-brosat-razrabotku-shtokmana-nelzya> ; E. Hodâkova, « Gazprom možet otkazat'sâ ot razrabotki Štokmana » [Gazprom peut renoncer à Shtokman], *Vedomosti*, 3 juin 2013, <www.vedomosti.ru/companies/news/12691061/shtokman_ostavlen_na_budushee>.

Gazprom conduit l'industrie gazière à la crise

L'inefficacité profondément ancrée et toujours plus grande de Gazprom – compagnie issue du ministère soviétique du gaz et sortie quasiment intacte des presque vingt-cinq ans de bouleversements écoulés depuis – est bien connue¹⁰. Le monopole gazier est devenu un conglomérat tentaculaire, si bien qu'il est désormais exposé aux risques provenant des domaines financier (via Gazprombank), pétrolier (Gazpromneft est la quatrième plus grande compagnie pétrolière de Russie) et même médiatique (Gazprom-Media possède le groupe de télévision NTV et la radio Écho de Moscou). Dans son cœur de métier, le gaz, Gazprom est aujourd'hui sur la défensive face à la nécessité pressante de réformes. La compagnie se présente comme un « patrimoine national » et prétend jouer un rôle social essentiel grâce à son programme de gazéification¹¹. Même s'il est devenu absolument évident pour les dirigeants de l'État, y compris le président Poutine, que l'industrie du gaz entre dans une période extrêmement difficile, les responsables de Gazprom continuent de publier des prévisions optimistes et ne changent rien au fonctionnement de la compagnie¹².

Cette attitude immuable n'est possible que grâce à la proximité entre Vladimir Poutine et Alexeï Miller, nommé PDG de Gazprom en 2001. Il n'existe qu'une seule raison à la nomination de M. Miller à un poste aussi élevé : entre 1991 et 1996, il a travaillé avec V. Poutine au Comité des relations extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg¹³. Il est très difficile de comprendre les ressorts de cette relation, étant donné que Poutine et Miller n'ont pratiquement jamais passé de temps

¹⁰ Pour une analyse pertinente, voir : A. Åslund, « Gazprom : Challenged Giant in Need of Reform », in A. Åslund, S. Guriev, et A. C. Kuchins (dir.), *Russia After the Global Economic Crisis*. Washington DC : Peterson Institute for International Economics, 2010, p. 151-168.

¹¹ La gazéification est étroitement liée à la politique de hausse des tarifs du gaz, ce qui mène à la hausse des impayés, notamment dans le secteur communal régional. En 2012, cet endettement a augmenté de 47 % et a atteint les 5 milliards de dollars. Voir : P. Stroganova, « Gazprom prigrozil sokratit' investicii v gazifikaciû regionov-neplatel'sikov » [Gazprom menace de couper les investissements dans la gazéification des régions qui sont de mauvais payeurs], *RBC Daily*, 13 mars 2013, <<http://rbcdaily.ru/industry/562949986185991>>.

¹² Le site web de Gazprom (<www.gazprom.ru>) présente une stratégie commerciale étonnamment optimiste, et Alexeï Miller écrit dans sa rubrique qu'il est impossible d'imaginer la Russie sans Gazprom (<www.gazprom.ru/press/miller-journal/352575/>).

¹³ La purge des cadres effectuée par A. Miller au sein de Gazprom a été décrite dans : V. Panúškin et M. Zygar', *Gazprom – Novoe Russkoe Oružie* [Gazprom, nouvelle arme russe], Moscou, Zakharov, 2008.

ensemble et que leurs quelques rencontres connues ont été exclusivement professionnelles ; mais ce qui est certain, c'est que Miller a toujours bénéficié du soutien suprême dans tous les conflits liés à la gestion de Gazprom, et que les rumeurs récurrentes faisant état de sa démission se sont toujours révélées dénuées de fondement.

Miller a rendu un grand service à Poutine en faisant de Gazprom un outil efficace de la politique étrangère russe, tout particulièrement en Europe, où la problématique de la dépendance envers les importations de gaz russe a pris une importance colossale, notamment après la première « escarmouche » gazière russo-ukrainienne à l'hiver 2006. Poutine a tenu à connaître le moindre détail technique des intrigues politiques autour du gaz, mais il n'a pas su appréhender dans sa globalité la reconfiguration du marché européen sous l'effet de la politique « 20-20-20 » de l'UE, en la balayant d'un revers de main comme une manifestation de « pensée verte irréaliste »¹⁴. Il est toujours incapable d'adapter sa vision – dans laquelle les exportations de gaz russe vers un marché européen en expansion ne cessent de progresser – à la réalité d'une demande en contraction ; mais ce qui le déçoit encore plus, c'est la disparition des dividendes politiques liés au commerce du gaz. Gazprom éprouve toutes sortes de difficultés dans son cœur de métier, notamment une procédure lancée à son encontre par la Commission européenne. Poutine n'a pu que constater que ses tentatives de faire usage de son autorité pour promouvoir les intérêts de la compagnie ont invariablement un effet négatif¹⁵. Ce gaspillage de capital politique se traduit chez le président russe par une irritation non seulement à l'égard de ses homologues européens mais aussi de Miller, incapable de consolider les liens entre Gazprom et ses partenaires traditionnels comme E.ON ou ENI.

Gazprom demeure l'unique opérateur de gaz russe en Europe, mais sur le marché domestique et, de façon croissante, sur les marchés de la région Asie-Pacifique, sa domination est défiée sans ménagement par des concurrents agressifs. Les compagnies pétrolières s'appuient sur l'obligation de réduire le torchage du gaz pour exiger un meilleur accès aux gazoducs ; mais le principal défi vient de la très dynamique Novatek, contrôlée depuis la fin de la décennie 2000 par Guennadi Timtchenko, milliardaire discret qui cultive, lui aussi, une amitié étroite avec Vladimir Poutine¹⁶. Novatek développe actuellement un projet de GNL de grande ampleur sur la péninsule de Yamal (en partenariat avec Total et, depuis peu, avec

¹⁴ Voir notre évaluation de cette erreur de perception dans P. Baev, « Russian Energy as a Challenge and a Bonus for European security », *Studia Diplomatica*, vol. 64, No. 1, 2012, p. 91-100.

¹⁵ Voir A. Stulberg, « Russia and the Geopolitics of Natural Gas : Leveraging or Succumbing to Revolution ? », *PONARS Eurasia Memo* 296, septembre 2013, <www.ponarseurasia.org/memo/russia-and-geopolitics-natural-gas-leveraging-or-succumbing-revolution> ; A. Roley, « Gazprom on the Ropes », *The New York Times*, 11 octobre 2013, <www.nytimes.com/2013/10/12/opinion/gazprom-on-the-ropes.html?_r=0>.

¹⁶ Voir : « From Petrograd to Petrodollars », *The Economist*, 5 mai 2012, <www.economist.com/node/21554184>.

China National Petroleum Corporation, CNPC) et ne ménage pas ses efforts en matière de lobbying pour obtenir une modification de la législation qui permettrait de rompre le monopole de Gazprom sur les exportations, au moins pour ce qui concerne le gaz liquéfié¹⁷. Un tel « coup d'État » n'infligerait pas de dommages matériels aux intérêts de Gazprom, mais pourrait constituer la première étape du démantèlement — qui aurait dû avoir lieu il y a longtemps — de cette « mère de toutes les corporations publiques »¹⁸.

V. Poutine reste réticent vis-à-vis de ce scénario, mais il a admis qu'il était risqué de placer les intérêts de Gazprom au-dessus de ceux des lobbies industriels et des consommateurs des services communaux ; c'est pourquoi le gouvernement est en train d'élaborer une proposition consistant à geler les tarifs du gaz et de l'électricité¹⁹. Cela revient à abandonner l'objectif fixé de longue date qu'est le rapprochement entre les tarifs domestiques du gaz et les prix pratiqués à l'export, mais pour Gazprom un tel développement serait synonyme de contraction de ses revenus et, très probablement, d'une poursuite du déclin de sa capitalisation boursière, laquelle représente aujourd'hui 35 % de son niveau record, établi à la mi-2008. De pilier majeur d'un régime hyper-centralisé, Gazprom est devenu un vrai fardeau pour Vladimir Poutine, qui ne tolère généralement pas l'affaiblissement de son autorité, mais paraît très réticent à moderniser ce « dinosaure » et à remplacer le fidèle Miller.

¹⁷ Pour une évaluation équilibrée de cette perspective, voir : D. Bochkarev, « Liberalization of Natural Gas Export to Help Russia Restore Positions on the European and Global Markets », *RIAC Analysis*, 1^{er} août 2013, <http://russiancouncil.ru/en/inner/?id_4=2182#top>.

¹⁸ On trouvera une analyse sévère dans « Gazprom : Russia's Wounded Giant », *The Economist*, 23 mars 2013, <www.economist.com/news/business/21573975-worlds-biggest-gas-producer-ailing-it-should-be-broken-up-russias-wounded-giant>.

¹⁹ Voir : S. Kulikov, « Trillionnyj podarok promyšlennosti možet okazat'sâ ošibkoj » [Le cadeau pour l'industrie qui vaut des trillions peut s'avérer une erreur], *Nezavisimaya gazeta*, 27 septembre 2013, <www.ng.ru/economics/2013-09-27/4_trillion.html>.

Rosneft : vers un nouveau Gazprom ?

Cette année, le principal développement dans le complexe énergétique russe est l'expansion spectaculaire de la corporation publique Rosneft, devenue le champion national de l'industrie pétrolière alors qu'au début des années 2000 elle n'était qu'un acteur insignifiant du marché. L'acquisition de TNK-BP pour 12,5 milliards de dollars cash (plus 19,75 % des parts) a fait de Rosneft une major contrôlant plus de la moitié de la production de pétrole de Russie et comparable, en termes de taille, à BP ou à Total. Cette acquisition a aussi partiellement effacé la tache que constituait pour la réputation de la compagnie le rôle clé qu'elle a joué dans le pillage des actifs de Loukos après l'emprisonnement de Mikhaïl Khodorkovski²⁰. Pourtant, les agences de notation internationales ne l'incluent pas dans le premier groupe de compagnies pétrolières et les experts mettent en garde contre sa tendance à l'hyper-extension aux dépens de l'efficacité, ce qui pourrait rapidement faire d'elle un conglomérat aussi ingérable que Gazprom²¹.

La *success story* de Rosneft est largement due à l'ambition d'Igor Setchine, qui a présidé son conseil d'administration pendant de longues années avant d'en devenir le PDG en 2012 (son prédécesseur, Sergueï Bogdantchikov, s'est brouillé avec lui et a été remercié à la mi-2010), renonçant à son poste de vice-premier ministre. Il affiche avec fierté son appartenance au premier cercle de l'entourage de Vladimir Poutine ; c'est ce qui explique que, en dépit du fait qu'il ne détenait pas de poste officiel et malgré son évident conflit d'intérêts, il a été nommé secrétaire de la Commission présidentielle sur la stratégie de développement du complexe énergétique évoquée précédemment²². I. Setchine est souvent dépeint en Russie comme un personnage de grande envergure et le cerveau de la stratégie énergétique russe, même si sa façon de mêler politique et affaires ne permet de conclure ni à un grand esprit, stratégique ni à un remarquable talent de gestionnaire. D'ailleurs, A. Dvorkovitch a réussi

²⁰ L'affaire Loukos est étudiée en détail par M. Sixsmith, *Putin's Oil : The Yukos Affair and the Struggle for Russia*, New York, Continuum, 2010.

²¹ Les notations sont présentées sur le site très informatif de la compagnie : <www.rosneft.ru/Investors/instruments/Ratings/>. Pour une opinion d'expert, voir A. Åslund, « How Rosneft is Turning into Another Gazprom », *Moscow Times*, 21 juin 2013, <www.themoscowtimes.com/opinion/article/how-rosneft-is-turning-into-another-gazprom/482022.html>.

²² Sur les prérogatives obscures d'I. Setchine au sein de cette Commission, voir D. Butrin, K. Mel'nikov, « Bezotvetstvennyj sekretar' » [Un secrétaire irresponsable], *Kommersant*, 5 juillet 2012, <<http://kommersant.ru/doc/1973838>>.

à se jouer de lui à plusieurs reprises²³. I. Setchine est par ailleurs souvent présenté comme le chef du clan des *siloviki*, composé des responsables de plusieurs services spéciaux et autres structures de force, mais il n'existe en réalité aucune preuve indiquant que Rosneft servirait les intérêts du FSB (Service Fédéral de Sécurité) ou contribuerait à financer quelque « État profond »²⁴.

Il existe une stratégie commerciale où Rosneft excelle plus que les autres compagnies russes : l'établissement de partenariats avec des majors occidentales, qui voient un grand potentiel à la fois dans les gisements nouveaux restant à explorer en Sibérie orientale et dans les gisements matures où la production est en déclin mais pourrait repartir à la hausse grâce à l'introduction de nouvelles technologies. I. Setchine a déclaré que son rêve était de découvrir un nouveau gisement gigantesque dans la mer de Kara. ExxonMobil s'est dit prêt à prendre part à l'exploration, ce qui lui permettrait de rajouter de nouvelles réserves à son actif²⁵. Autre grande ambition chère à I. Setchine depuis des années : accroître les exportations de pétrole vers la Chine. Le lancement de l'oléoduc « stratégique » Sibérie orientale – Océan pacifique (ESPO) en 2012 a ouvert la voie à un nouvel accord d'exportation, dont la signature aurait dû avoir lieu en marge du sommet du G20 de Saint-Pétersbourg mais a été repoussée²⁶. Des doutes sérieux pèsent sur l'intérêt qu'aurait la Russie à emprunter des sommes considérables à la Chine (alors qu'elle continue de rechigner à autoriser les investissements directs dans ses actifs énergétiques) et à les rembourser en pétrole brut, au moment où une enquête pénale est conduite du côté chinois sur la corruption liée aux accords passés avec Rosneft²⁷. L'activisme de Setchine sur la scène internationale et sa capacité à éviter à Rosneft tout problème majeur ont permis de maintenir la capitalisation boursière de la compagnie, qui avait fin 2009 retrouvé un niveau proche du record atteint mi-2008 ; mais l'acquisition de TNK-BP n'a pas propulsé le prix de l'action vers de nouveaux sommets.

²³ Voir V. Milov, « Putin ustal ot Sečina? » [Poutine est-il fatigué de Setchine?], *Forbes.ru*, 23 novembre 2012, <www.forbes.ru/sobytiya-column/220639-pochemu-pravitelstvo-medvedeva-smoglo-potesnit-vsemogushchego-sechina>.

²⁴ Pour un portrait haut en couleur, voir : H. Brown, « Igor Sechin : The Kremlin's Oil Man », *Forbes*, 11 novembre 2009, <www.forbes.com/2009/11/09/igor-sechin-rosneft-leadership-power-09-oil.html>.

²⁵ Voir : K. Harat'ân, « Mečta Igorâ Sečina » [Le rêve d'Igor Setchine], *Vedomosti*, 1 octobre 2013, <www.vedomosti.ru/opinion/news/16947571/citata-nedeli> ; sur l'exploration de l'Arctique, voir : A. E. Kramer, « With Returns from the Dry Land Diminishing, Russian Oilmen Look to Arctic Waters », *New York Times*, 1^{er} octobre 2013, <www.nytimes.com/2013/10/02/business/energy-environment/with-returns-on-dry-land-diminishing-russian-oilmen-look-to-arctic-waters.html?ref=rosneft&_r=1&>.

²⁶ Sur la portée de cet accord, voir : A. W. Meyer, « Russia Turns away from Europe, Signs \$270 billion Oil Deal with China », *China Daily Mail*, 22 juin 2013, <<http://chinadailymail.com/2013/06/22/russia-turns-away-from-europe-signs-270-billion-oil-deal-with-china/>>.

²⁷ Sur les profits inexistants pour la Russie, voir : V. Milov, « Proval na Vostoke » [Fiasco à l'Est], *Gazeta.ru*, 25 mars 2013, <www.gazeta.ru/column/milov/5115473.shtml> ; sur l'affaire de corruption visant Jiang Jiemin, voir : A. Gabuev, V. Spivak, « Snât s truby » [Déconnecté du pipeline], *Kommersant-Vlast*, 9 septembre 2013, <<http://kommersant.ru/doc/2271394?isSearch=True>>.

Ce n'est pas tant l'incertitude relative à la rentabilité des exportations de pétrole vers la Chine qui alimente les doutes des investisseurs potentiels que la tendance de Rosneft à s'engager dans une grande variété de projets n'ayant aucun lien avec le marché pétrolier, comme par exemple la construction navale en Extrême-Orient²⁸. C'est précisément la proximité de Setchine avec Poutine, synonyme pour Rosneft de privilèges précieux, qui provoque ces engagements non rentables réalisés dans divers objectifs politiques, y compris, tout récemment, le règlement des différends avec la Biélorussie concernant le contrôle de compagnies productrices d'engrais²⁹. Cette diversification imposée par des préoccupations politiques est en passe de transformer Rosneft en un conglomérat similaire à Gazprom et nuit à son efficacité dans son cœur de métier. Elle implique également que le futur de Rosneft est inextricablement lié à la perpétuation du « tandem » Poutine-Setchine, qui ne peut être considéré comme immuable, quand bien même il apparaît aujourd'hui très solide.

²⁸ Voir : E. Popov, I. Safronov, « Rosneft' vstaët na remontnuû bazy VMF » [Rosneft' s'arrime à la flotte militaire], *Kommersant*, 2 octobre 2013, <<http://kommersant.ru/doc/2309839?isSearch=True>>.

²⁹ Voir : O. Mordûšenko, D. Ladygin, « Udobreniâ iz ruk v ruki » [Des engrais de particulier à particulier], *Kommersant*, 16 septembre 2013, <<http://kommersant.ru/doc/2280139?isSearch=True>>.

Coups de poignard amicaux sur une pente glissante

Les querelles qui déchirent le triangle politico-énergétique que forment le gouvernement, Gazprom et Rosneft, Poutine jouant le rôle d'un arbitre suprême mais de plus en plus inattentif, rendent chacune des parties incapable d'élaborer des projets réalisables, y compris à court terme. La stabilité du climat des affaires est censée avantager les « champions » publics mais, dans les faits, Gazprom et Rosneft ne parviennent pas à définir un plan d'investissement consistant ne serait-ce qu'à court terme, car l'opportunisme politique ne cesse de provoquer des réorientations des financements et de l'attention. L'interférence politique est la cause principale de l'évidente incapacité des deux géants à mettre de l'ordre dans leurs priorités.

L'erreur colossale commise par Gazprom est la construction du gazoduc South Stream qui traversera la mer Noire sur toute la longueur, alors que l'UE, de son côté, a eu la sagesse d'abandonner le projet Nabucco, pourtant annoncé avec tambours et trompettes³⁰. Le marché gazier en Europe du Sud-est se contracte rapidement, et le seul véritable objectif de cet effort gigantesque de Gazprom, dans lequel Poutine s'est largement investi, est d'établir un canal d'exportation de haute capacité contournant l'Ukraine. Le cas du pipeline Nord Stream, qui fonctionne à peine à la moitié de sa capacité et n'a offert à la Russie aucun avantage politique, devrait constituer un avertissement ; mais cette mauvaise expérience est volontairement tue, car de nombreux sous-traitants tirent des profits de cette construction coûteuse qui ne sera jamais rentable.

Quant à Rosneft, son principal problème dans un avenir proche sera de trouver suffisamment de pétrole à déverser dans l'ESPO pour satisfaire aux termes de son contrat à long terme passé avec la Chine³¹. La compagnie a tellement emprunté pour mettre en œuvre ses projets d'acquisition d'actifs (et avant tout pour acheter TNK-BP) que son programme d'investissement dans ses actifs de production initiaux sera réduit dans les prochaines années. De ce point de vue, Gazprom et Rosneft ont largement contribué à la baisse des

³⁰ Sur cette compétition interrompue, voir : E. Lucas, « Russia : Winning a Battle, Losing the Gas War », CEPA *Central Europe Digest*, 2 juillet 2013, <<http://cepa.org/content/russia-winning-battle-losing-gas-war>>.

³¹ Voir : G. Bovt, « Rosneft's Chinese Oil Card », *The Moscow Times*, 25 juin 2013, <www.themoscowtimes.com/opinion/article/rosnefts-chinese-oil-card/482213.html>.

investissements qui enfonce toujours davantage l'économie russe dans la stagnation³².

Les observateurs russes amplifient souvent la concurrence entre Gazprom et Rosneft, particulièrement quand Miller et Setchine prétendent à tour de rôle que leur entreprise est le premier contributeur au budget fédéral³³. Il existe effectivement un certain nombre de conflits entre les intérêts des deux champions ; ainsi, Rosneft développe agressivement ses activités dans le secteur gazier, et Miller se montre de plus en plus jaloux des succès de Setchine et de son accès plus facile à l'« oreille » de Poutine³⁴. Mais ces querelles tiennent en réalité de celle de Bonnet Blanc et Blanc Bonnet qui, sous les yeux d'Alice, avaient décidé de s'affronter en duel tout en étant prêts à y renoncer au premier signe de mécontentement de l'arbitre suprême. Ces compagnies appartenant officiellement à l'État mais contrôlées *de facto* par des individus appartenant au même clan ont, en effet, davantage intérêt à unir leurs forces face à leurs concurrents et, bien souvent, face au gouvernement, afin de défendre leurs privilèges, spécialement leur monopole sur l'exploration du plateau continental et le développement de projets offshore³⁵. Il est à noter, dans ce contexte, que Rosneft réussit mieux que Gazprom à impliquer des partenaires occidentaux dans des projets conjoints d'exploration du plateau arctique, et évite les conflits avec les ONG de protection de l'environnement, alors que Gazprom s'est retrouvée emmêlée dans une confrontation de grande ampleur avec Greenpeace, ce qui a un effet désastreux sur l'image déjà fort dégradée de la compagnie³⁶.

Dans le cadre des intrigues de palais qui, en Russie, tiennent lieu de concurrence libre, Rosneft prendra probablement à Gazprom des parts du marché gazier, mais cela ne fera qu'ajouter à la croissance démesurée de cette super-corporation et rendre encore plus inopérants les efforts du gouvernement visant à établir un certain contrôle sur le secteur énergétique. Les machineries administratives des ministères ne sont en aucun cas dénuées de pouvoir, mais les

³² L'ex-ministre des Finances Alexeï Koudrine a donné sa vision de l'impact des grandes compagnies publiques sur cette tendance. Voir A. Kudrin, « My upêrlis' v stenu effektivnosti » [Nous nous sommes heurtés au mur de l'efficacité], *Novaya gazeta*, 9 octobre 2013, <www.novayagazeta.ru/economy/60361.html>.

³³ Voir, par exemple, M. Mesropiân, A. Agamalova, A. Terentieva, « Miller i Sečin sporât čiâ kompaniâ platit bol'she nalogov » [Miller et Setchine se disputent pour savoir quelle compagnie paie plus d'impôts], *Vedomosti*, 28 juin 2013, <www.vedomosti.ru/companies/news/13636111/miller-i-sechin-sporyat-kto-platit-bolshe-nalogov>.

³⁴ On trouvera une présentation perspicace de ces conflits ici : O. Khvostunova, « Rosneft vs Gazprom », Institute of Modern Russia, 30 août 2013, <<http://imrussia.org/en/economy/543-rosneft-vs-gazprom>>.

³⁵ Voir : « Sečin i Miller prizvali Medvedeva sohranit' monopoliû goskompanij na shelf » [Setchine et Miller demandent à Medvedev de maintenir le monopole des compagnies publiques sur le plateau continental], *Forbes.ru*, 30 janvier 2013, <www.forbes.ru/news/233686-sechin-i-miller-prizvali-medvedeva-sohranit-monopoliyu-goskompanii-na-shelf>.

³⁶ Pour une description détaillée de cette lutte, voir S. Hazov, Z. Svetova, O. Bešlej, « Arktika po-našemu: Grinpis, Gazprom I bitva za šelf » [L'Arctique à notre sauce : Greenpeace, Gazprom et la bataille pour le plateau continental], *The New Times*, 7 octobre 2013, <<http://newtimes.ru/articles/detail/72242>>.

professionnels qui occupent la plupart des positions à haute responsabilité dans ces structures exécutives abandonnent progressivement toute velléité de modernisation³⁷. Leurs analyses des tendances actuelles sont généralement jugées trop alarmistes par le Kremlin (alors qu'elles se révèlent trop optimistes dans les faits) et leurs appels à prendre garde aux conséquences désastreuses du comportement irresponsable des géants de l'énergie obsédés uniquement par leurs propres intérêts sont, au mieux, royalement ignorés, et généralement censurés. Le paradoxe de la confusion qui règne aujourd'hui dans la politique énergétique, c'est que ce comportement nuit non seulement aux intérêts de l'État mais aussi à ceux de Gazprom et Rosneft, deux compagnies fermement déterminées à appliquer des stratégies auto-destructrices.

³⁷ Un éditorial du journal *Vedomosti* résume la défaite des « modernisateurs » : « Ekonomit' budem ne na megakorporaciâh, a na bûdûm strany » [Nous allons économiser non pas sur les méga-corporations, mais sur l'avenir du pays], *Vedomosti*, 1^{er} octobre 2013, <www.vedomosti.ru/opinion/news/16947631/trishkin-kaftan>.

Conclusion

Les performances insuffisantes du secteur énergétique sont l'une des principales explications de la stagnation économique dans laquelle plonge le pays ; en outre, elles privent la Russie de la possibilité de transiter d'une économie fondée sur l'exploitation des ressources naturelles vers un nouveau modèle de croissance durable. En réalité, la seule voie menant à la nécessaire modernisation que la Russie pourrait emprunter ne passe ni par les « centres d'innovation » de Medvedev (comme le « village Potemkine » de Skolkovo), ni par les usines militaires chères à Poutine (telle que OuralVagonZavod, spécialisée dans la fabrication de chars), mais par une industrie énergétique efficace et respectueuse de l'environnement – un objectif qui impliquerait une demande élevée de technologie de pointe et donnerait une excellente raison de développer aussi bien les recherches fondamentales qu'appliquées. La Russie possède de nombreux avantages, naturels ou manufacturés, qui pourraient lui permettre de réaliser une telle percée modernisatrice, mais la monopolisation toujours plus grande du secteur gazier et le contrôle croissant de l'État sur le secteur pétrolier réduisent ces avantages à néant, tandis que les stratégies de développement de Gazprom et Rosneft visent uniquement à exploiter au maximum leurs privilèges et à maximiser leurs flux financiers.

Il est plus difficile d'évaluer l'influence des deux « champions » sur la crise politique qui s'est développée depuis la fin 2011 sans lien avec le ralentissement économique mais qui pourrait dans un avenir proche s'approfondir significativement du fait du mécontentement causé par une stagnation qui se perpétue. L'une des principales manifestations de ces troubles politiques est le désarroi des élites, qui s'est révélé une première fois au grand public avec la démission en septembre 2011 d'Alexeï Koudrine, à l'époque ministre des Finances loyal à Poutine. Le remaniement aux échelons les plus élevés n'a pas cessé depuis le début du nouveau mandat présidentiel de Poutine. Des personnalités comme Anatoli Serdioukov et Dmitri Rogozine, Viatcheslav Volodine et Vladislav Sourkov ont été promues ou démisés ; l'histoire la plus remarquable de toutes est peut-être la montée en puissance progressive de Sergueï Choïgou, vétéran de la politique russe qui occupe actuellement le poste de ministre de la Défense et dont les positions ont été consolidées par la large victoire de son protégé Andreï Vorobiev aux élections de gouverneur de la région de Moscou en septembre 2013. À noter que ni Gazprom ni Rosneft ne jouent un rôle d'importance dans toutes ces querelles de palais.

Il est probable que Miller et Setchine préfèrent rester à l'écart de la mêlée, estimant que toute alliance qu'ils passeraient en dehors de leurs domaines respectifs pourrait être interprétée comme un manque de loyauté et un geste visant à préparer un départ soudain de V. Poutine. Dans le même temps, ces compagnies ne peuvent pas être des piliers fiables pour un régime en détresse, et contribuent de fait à approfondir la crise politique, dont l'un des éléments moteurs est l'irritation croissante de la population envers une corruption omniprésente. Ni Miller ni Setchine ne sont personnellement impliqués dans un scandale de népotisme ou de détournement de fonds comme ceux qui ont terni la réputation du patron des chemins de fer russes Vladimir Iakounine ou de Sergueï Sobianine, qui vient d'être (difficilement) élu maire de Moscou. Cependant, la culture d'entreprise des deux compagnies est à tel point fondée sur des réseaux de corruption que leurs noms sont étroitement associés à l'utilisation abusive de leviers politiques afin d'éliminer leurs concurrents, d'établir des bilans comptables fantaisistes et de refuser d'endosser la responsabilité de leurs actions.

Même s'ils n'enrichissent qu'un petit cercle de bénéficiaires et ne tiennent nullement compte des intérêts publics, Gazprom et Rosneft restent pourtant des vecteurs incontournables de la politique de renforcement de l'État qui constitue la base du régime de Vladimir Poutine, et reflètent l'évolution du poutinisme dans une direction résolument anti-occidentale. Le Kremlin paraît de plus en plus désireux de définir l'identité de la Russie par opposition au modèle occidental de démocratie libérale, et Gazprom contribue à ce processus en reprochant à l'UE de se livrer à son égard à une politique de « deux poids, deux mesures » et de torpiller la « feuille de route » visant à accroître les exportations russes de gaz.

Rosneft, pour sa part, s'efforce d'accroître ses exportations de pétrole vers la Chine pour en faire une option alternative à l'orientation européenne. La connexion énergétique a longtemps été le principal facteur de stabilité dans les relations russo-européennes, souvent malaisées, mais elle est aujourd'hui bien plus génératrice de tensions que de sentiments apaisants liés à la dépendance mutuelle. Les accords lucratifs passés par Rosneft avec les majors occidentales n'ont pas fait grand chose pour réduire ces tensions, et les difficultés rencontrées par Gazprom sur le marché de l'UE provoquent une irritation constante au Kremlin, qui tournera sans aucun doute à l'hystérie une fois que l'enquête lancée par l'UE aura fait part de ses conclusions et probablement dénoncé les habitudes monopolistes du champion russe. Il est en général sain pour les affaires que le niveau de politisation directe des secteurs du gaz et du pétrole soit au plus bas, et que Gazprom et Rosneft ne suivent pas d'ordres directs et soient libres de promouvoir leurs propres intérêts. Mais ces intérêts sont souvent si profondément liés à la corruption que l'opposition intérieure et la désapprobation internationale se joignent, forçant les deux géants à courir se replacer sous la protection des responsables politiques, ce qui ne fait que détériorer la situation.